

La  
**CHARTE de BANGKOK**  
**pour la promotion de la santé**  
**à l'heure de la mondialisation**



Ministère de la Santé  
publique de Thaïlande



Organisation  
mondiale de la Santé

# Série de *conférences*

## Série de conférences OMS sur la promotion de la santé dans le monde

La sixième Conférence mondiale sur la promotion de la santé a poursuivi les progrès accomplis lors des conférences tenues depuis 20 ans, depuis la première Conférence internationale sur la promotion de la santé à Ottawa, au Canada, en 1986. Cette série de conférences a été organisée en coopération avec les gouvernements des pays hôtes et l'OMS. Parmi les participants, invités, qui représentaient de multiples disciplines, figuraient des organisations gouvernementales internationales et des organisations non gouvernementales.

À **Ottawa (Canada), en 1986**, la première conférence a établi le concept et les principes de base d'une promotion de la santé moderne, visant clairement à agir sur les déterminants de la santé et les inégalités en matière de santé. La *Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé* définit cinq domaines d'activités qui tiennent compte des grands axes de la santé publique (politiques et environnements favorables à la santé qui agissent sur les déterminants de la santé), des nouveaux instruments tels que la mobilisation communautaire et du défi émergent de la réorientation des services de santé.

À **Adélaïde (Australie), en 1988**, la deuxième conférence a été consacrée aux politiques pour la santé. Elle a étudié la façon dont, dans tous les secteurs, les politiques agissent sur les déterminants de la santé. Les *Recommandations d'Adélaïde sur les politiques pour la santé* appelaient les responsables politiques à tous les échelons gouvernementaux à accroître les investissements en matière de santé et à reconnaître les effets sur la santé des décisions politiques dans tous les domaines de l'action publique.

À **Sundsvall (Suède), en 1991**, la troisième conférence internationale, coorganisée par tous les pays nordiques, a examiné la création d'environnements favorables à la santé, liant les priorités de santé publique à des préoccupations plus larges en matière d'environnement durable. La *Déclaration de Sundsvall sur les milieux favorables à la santé* répertoriait les dimensions physiques, sociales, culturelles et politiques des milieux favorables à la santé et appelait à une action sociale comme moteur d'un développement durable. La déclaration et le rapport de la réunion de Sundsvall ont été présentés au *Sommet de la Terre* à Rio en 1992 et ont contribué à l'élaboration d'*Action 21*.

À **Djakarta (Indonésie), en 1997**, la quatrième conférence internationale a été consacrée à l'engagement en faveur de la santé de nouveaux partenaires, notamment du secteur privé et des ONG. Elle a passé en revue les données factuelles de la précédente décennie, mettant en évidence les améliorations apportées à la santé du fait de l'application des stratégies de promotion de la santé dans les pays développés comme dans les pays en développement. La *Déclaration de Djakarta sur la promotion de la santé au XXI<sup>e</sup> siècle* a souligné l'importance des partenariats pour la santé, de pratiques socialement responsables dans le secteur privé et la nécessité d'investissements durables dans la santé et les infrastructures de santé publique.

À **Mexico (Mexique), en 2000**, la cinquième conférence internationale s'était fixé un double programme technique et ministériel et a débouché sur la *Déclaration ministérielle de Mexico pour la promotion de la santé: des idées aux actes*. Tant le programme technique que la Déclaration ministérielle ont été axés sur la nécessité d'agir sur les déterminants de la santé et les inégalités en matière de santé à travers des stratégies qui soutiennent la mobilisation sociale et l'autonomisation des individus.

# CHARTE

adoptée par les participants à la  
6<sup>ème</sup> conférence mondiale sur  
la promotion de la santé\*

## POLITIQUES ET PARTENARIATS POUR L'ACTION

agir sur les  
déterminants  
de la santé

Bangkok (Thaïlande), 7–11 août 2005

**© Organisation mondiale de la Santé 2006**

Tous droits réservés. Il est possible de se procurer les publications de l'Organisation mondiale de la Santé auprès des Editions de l'OMS, Organisation mondiale de la Santé, 20 avenue Appia, 1211 Genève 27 (Suisse) (téléphone: +41 22 791 3264; télécopie: +41 22 791 4057; adresse électronique: bookorders@who.int). Les demandes relatives à la permission de reproduire ou de traduire des publications de l'OMS – que ce soit pour la vente ou une diffusion non commerciale – doivent être envoyées aux Editions de l'OMS, à l'adresse ci-dessus (télécopie: +41 22 791 4806; adresse électronique: permissions@who.int).

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation mondiale de la Santé aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes en pointillé sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

La mention de firmes et de produits commerciaux ne signifie pas que ces firmes et ces produits commerciaux sont agréés ou recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé, de préférence à d'autres de nature analogue. Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

L'Organisation mondiale de la Santé a pris toutes les dispositions voulues pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation dudit matériel incombe au lecteur. En aucun cas, l'Organisation mondiale de la Santé ne saurait être tenue responsable des préjudices subis du fait de son utilisation.

La présente publication exprime les vues collectives d'un groupe international d'experts participant à la Sixième Conférence mondiale sur la promotion de la santé, Bangkok (Thaïlande), août 2005 et ne correspond pas nécessairement aux décisions ou à la politique officielle de l'Organisation mondiale de la Santé.

Imprimé par le Service de production des documents de l'OMS, Genève (Suisse)



Cette Charte est l'aboutissement d'une conférence organisée conjointement par:



Ministère de la Santé  
publique de Thaïlande



Organisation  
mondiale de la Santé

## INTRODUCTION

CHAMP	La Charte de Bangkok définit les mesures et les engagements nécessaires pour agir sur les déterminants de la santé par la promotion de la santé à l'heure de la mondialisation.
OBJET	La Charte de Bangkok stipule que les politiques et les partenariats destinés à donner aux communautés les moyens d'agir et à améliorer la santé et l'égalité en matière de santé devraient être au centre du développement national et mondial.
PUBLIC VISE	La Charte de Bangkok reprend et complète les valeurs, principes et stratégies d'action établis par la <i>Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé</i> et les recommandations des conférences ultérieures sur la promotion de la santé dans le monde confirmées par les Etats Membres à travers l'Assemblée mondiale de la Santé.
PROMOTION DE LA SANTE	La Charte de Bangkok s'adresse à toutes les personnes, associations et organisations essentielles à l'instauration de la santé, y compris: <ul style="list-style-type: none"><li>■ les gouvernements et les politiciens à tous les niveaux</li><li>■ la société civile</li><li>■ le secteur privé</li><li>■ les organisations internationales, et</li><li>■ la communauté de la santé publique.</li></ul> L'Organisation des Nations Unies reconnaît que la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain sans discrimination.
	La promotion de la santé repose sur ce droit de l'homme essentiel et offre un concept positif et complet de santé comme déterminant de la qualité de la vie, qui recouvre également le bien-être mental et spirituel.
	Promouvoir la santé consiste à permettre aux gens de mieux maîtriser leur santé et les facteurs qui la déterminent et par-là même d'améliorer leur santé. Il s'agit d'une fonction essentielle de la santé publique qui contribue à la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles et contre d'autres menaces pour la santé.

## AGIR SUR LES DETERMINANTS DE LA SANTE

EVOLUTION DE LA SITUATION	Le contexte mondial de la promotion de la santé a sensiblement évolué depuis l'élaboration de la <i>Charte d'Ottawa</i> .
FACTEURS DECISIFS	Voici certains des facteurs décisifs qui ont désormais une incidence sur la santé: <ul style="list-style-type: none"><li>■ les inégalités croissantes à l'intérieur des pays et entre eux</li><li>■ les nouveaux modes de consommation et de communication</li><li>■ la commercialisation</li><li>■ les changements environnementaux mondiaux, et</li><li>■ l'urbanisation.</li></ul>
AUTRES DEFIS	Les autres facteurs qui agissent sur la santé sont les bouleversements sociaux économiques et démographiques rapides, souvent préjudiciables qui se répercutent sur les conditions de travail, les conditions d'apprentissage, les structures familiales et la culture et le tissu social des communautés.
NOUVELLES POSSIBILITES	Les femmes et les hommes sont touchés différemment. La vulnérabilité des enfants et l'exclusion des populations marginalisées, des personnes handicapées et des populations autochtones sont plus prononcées.

## COHERENCE DES POLITIQUES

Pour gérer les problèmes de la mondialisation, les politiques doivent être cohérentes à tous les niveaux:

- gouvernements
- organismes des Nations Unies, et
- autres organisations, dont le secteur privé.

Cette cohérence renforcera l'observance, la transparence et la responsabilité eu égard aux accords et traités internationaux qui ont des incidences sur la santé.

## PROGRES ACCOMPLIS

Des progrès ont eu lieu même s'il reste beaucoup à faire pour placer la santé au centre du développement, par exemple à travers les objectifs du Millénaire pour le développement; la participation active de la société civile est essentielle au processus.

# LES STRATEGIES DE PROMOTION DE LA SANTE A L'HEURE DE LA MONDIALISATION

## INTERVENTIONS EFFICACES

Les progrès en vue de l'amélioration de la santé dans le monde exigent une fermeté de l'action politique, une large participation et une action soutenue de sensibilisation.

La promotion de la santé repose sur un éventail de stratégies éprouvées dont il convient de tirer pleinement parti.

## MESURES REQUISES

Pour progresser dans le mise en œuvre de ces stratégies, tous les secteurs et milieux doivent s'efforcer:

- de défendre la cause de la santé sur la base des droits de l'homme et de la solidarité
- d'investir dans des politiques, des mesures et des infrastructures durables pour agir sur les déterminants de la santé
- de développer les capacités d'élaboration de politiques, de direction, de promotion de la santé, de transfert de connaissances et de recherche et d'information en matière de santé
- de réglementer et de légiférer afin d'assurer un niveau élevé de protection et d'assurer l'égalité des chances en matière de santé et de bien-être pour tous les individus
- d'établir des partenariats et des alliances avec le secteur public, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et internationales et la société civile afin de mettre en place des actions durables.

# ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA SANTE POUR TOUS

## JUSTIFICATION

Le secteur de la santé a un rôle directeur clé à jouer dans la mise en place de politiques et de partenariats en faveur de la promotion de la santé.

Une approche intégrée au niveau des politiques générales au sein des organisations gouvernementales et internationales, ainsi que la volonté de collaborer avec la société civile et le secteur privé et avec tous les milieux, sont indispensables si l'on veut progresser et agir sur les déterminants de la santé.

## PRINCIPAUX ENGAGEMENTS

Les quatre principaux engagements consistent à:

1. placer la promotion de la santé au centre de l'action mondiale en faveur du développement
2. faire de la promotion de la santé une responsabilité centrale de l'ensemble du secteur public
3. faire de la promotion de la santé un axe essentiel de l'action communautaire et de la société civile
4. faire de la promotion de la santé une exigence de bonne pratique au niveau des entreprises.

## 1. PLACER LA PROMOTION DE LA SANTE AU CENTRE DE L'ACTION MONDIALE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT

Des accords intergouvernementaux solides susceptibles d'améliorer la santé et la sécurité sanitaire collective sont nécessaires. Les organismes gouvernementaux et internationaux doivent s'efforcer de combler l'écart entre riches et pauvres en matière de santé. Des mécanismes efficaces de gouvernance mondiale s'imposent pour contrer tous les effets préjudiciables:

- du commerce
- des produits
- des services, et
- des stratégies de commercialisation.

La promotion de la santé doit faire partie intégrante de la politique intérieure et étrangère et des relations internationales, y compris dans les situations de guerre et de conflit.

Pour cela, il faudra promouvoir le dialogue et la coopération entre les Etats, la société civile et le secteur privé. Ces efforts peuvent s'inspirer de l'exemple des traités existants tels que la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac.

## 2. FAIRE DE LA PROMOTION DE LA SANTE UNE RESPONSABILITE CENTRALE DE L'ENSEMBLE DU SECTEUR PUBLIC

Tous les gouvernements à tous les niveaux doivent s'attaquer d'urgence aux problèmes de santé et aux inégalités en matière de santé car la santé est un des déterminants majeurs du développement politique et socio-économique. Les autorités locales, régionales et nationales doivent:

- donner la priorité aux investissements dans le domaine de la santé, à l'intérieur comme à l'extérieur du secteur de la santé
- garantir un financement durable à la promotion de la santé.

A cette fin, tous les échelons gouvernementaux doivent expliciter les conséquences pour la santé des politiques et de la législation, en utilisant pour cela des outils tels que les études d'impact sanitaire axées sur l'équité.

## 3. FAIRE DE LA PROMOTION DE LA SANTE UN AXE ESSENTIEL DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE ET DE LA SOCIETE CIVILE

Ce sont souvent les communautés et la société civile qui prennent l'initiative de l'action de promotion de la santé, qui l'infléchissent et l'exécutent. Elles doivent pour cela disposer des droits, des ressources et des possibilités qui leur permettent d'apporter une contribution élargie et durable. Dans les communautés moins développées, le soutien au renforcement des capacités est particulièrement important.

Des communautés bien organisées et plus autonomes jouent un rôle très efficace dans les décisions relatives à leur propre santé et sont en mesure de rendre les pouvoirs publics et le secteur privé responsables des conséquences sanitaires de leurs politiques et pratiques.

La société civile doit exercer son pouvoir sur le marché en donnant la préférence aux biens, aux services et aux actions des entreprises qui font preuve de responsabilité sociale.

Les projets communautaires de terrain, les associations de la société civile et les organisations de femmes ont fait la preuve de leur efficacité en matière de promotion de la santé et offrent des modèles de pratiques dont d'autres pourraient s'inspirer.

Les associations professionnelles dans le domaine de la santé ont une contribution spéciale à apporter.

## 4. FAIRE DE LA PROMOTION DE LA SANTE UNE EXIGENCE DE BONNE PRATIQUE AU NIVEAU DES ENTREPRISES

Les entreprises ont un impact direct sur la santé des gens et sur les déterminants de la santé par leur influence sur:

- la situation locale
- les cultures nationales
- l'environnement, et
- la répartition des richesses.

Le secteur privé comme les autres employeurs et le secteur informel ont la responsabilité de garantir la santé et la sécurité sur le lieu de travail et de promouvoir la santé et le bien-être de leurs employés et ceux de leurs familles et de leurs communautés.

Le secteur privé peut également contribuer à atténuer les impacts plus larges sur la santé au niveau mondial, notamment les conséquences des changements environnementaux mondiaux, en respectant les réglementations et accords nationaux et internationaux de défense et de protection de la santé. Des pratiques commerciales éthiques et responsables et le commerce équitable sont des exemples du type de pratiques commerciales qui devraient être soutenues par les consommateurs et la société civile et par les gouvernements au moyen d'incitations et de réglementations.

## UN ENGAGEMENT MONDIAL EN FAVEUR DU CHANGEMENT

### TOUS POUR LA SANTE

Pour tenir ces engagements, il faudra mieux appliquer les stratégies éprouvées et utiliser de nouveaux points d'entrée en ayant recours à des mesures novatrices.

Les partenariats, les alliances, les réseaux et autres collaborations offrent des moyens intéressants et utiles de rassembler des personnes et des organisations autour de buts communs et d'actions conjointes pour améliorer la santé des populations.

Chaque secteur – organisations intergouvernementales, gouvernements, société civile et secteur privé – a un rôle et des responsabilités propres.

### COMBLER L'ECART ENTRE THEORIE ET PRATIQUE

Depuis l'adoption de la *Charte d'Ottawa*, un certain nombre de résolutions ont été adoptées aux niveaux national et mondial à l'appui de la promotion de la santé ~~mais~~ elles n'ont pas toujours été suivies d'effet. Les participants à la Conférence de Bangkok demandent fermement aux Etats Membres de l'Organisation mondiale de la Santé de s'efforcer de combler cet écart entre les textes et leur mise en oeuvre et de mettre en place des politiques et des partenariats pour l'action.

### APPEL A L'ACTION

Les participants à la Conférence invitent instamment l'Organisation mondiale de la Santé et ses Etats Membres, en collaboration avec des tiers, à allouer des ressources à la promotion de la santé, à établir des plans d'action et à en suivre l'exécution au moyen d'indicateurs et de cibles appropriés, et à rendre compte des progrès accomplis à intervalles réguliers. Les organisations des Nations Unies sont invitées à étudier les avantages que pourrait apporter un traité mondial pour la santé.

### PARTENARIAT MONDIAL

La Charte de Bangkok invite toutes les parties prenantes à rejoindre les rangs d'un partenariat mondial destiné à promouvoir la santé et fondé sur l'engagement et l'action aux niveaux local et mondial.

### ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'AMELIORATION DE LA SANTE

Nous, participants à la Sixième Conférence mondiale sur la promotion de la santé à Bangkok (Thaïlande), nous engageons à promouvoir ces mesures et ces engagements en vue d'améliorer la santé.

11 août 2005

# The **BANGKOK CHARTER** **for health promotion** **in a globalized world**



Ministry of Public Health  
Thailand



World Health  
Organization

The

## WHO Global Health Promotion Conference Series

This 6<sup>th</sup> Global Conference on Health Promotion built on the advances in health promotion recorded through previous conferences that have been held over a 20-year period, beginning with the 1<sup>st</sup> International Conference on Health Promotion in Ottawa, Canada in 1986. These series of conferences have been organized in cooperation between the governments in the host countries and WHO. Participation has been by invitation, multidisciplinary, and has included major international governmental as well as nongovernmental organizations.

In **Ottawa, Canada 1986**, the first conference established the basic concept and principles of modern health promotion, clearly focussed on actions to address the determinants of health and to tackle inequity in health. The *Ottawa Charter for Health Promotion* identifies five key action areas that reflect the traditional roots of public health (healthy public policy and supportive environments for health that address the determinants of health), new tools such as community mobilization, and emerging challenges to reorient health services.

In **Adelaide, Australia 1988**, the second conference concentrated on the theme of healthy public policy. The conference explored the ways in which public policies in all sectors influence the determinants of health. The *Adelaide Recommendations on Healthy Public Policy* called on policy makers at all levels of government to increase investments in health and to recognize the impact on health of policy decisions across all sectors of government.

In **Sundsvall, Sweden 1991**, the third international conference, co-organized by all Nordic countries, examined the creation of supportive environments for health, linking public health priorities to broader concerns with environmental sustainability. The *Sundsvall Statement on Supportive Environments for Health* identified physical, social, cultural and political dimensions to supportive environments, and urged social action as a driving force for sustainable development. The Statement and report from the Sundsvall meeting were presented at the 1992 Rio Earth Summit and contributed to the development of *Agenda 21*.

In **Jakarta, Indonesia 1997**, the forth international conference focussed on engaging new partners for health, especially from the private and NGO sectors. The conference reviewed evidence from the previous decade showing improvements in health resulting from the application of health promotion strategies in both developed and developing countries. The *Jakarta Declaration on Health Promotion into the 21<sup>st</sup> Century* emphasized the importance of partnerships for health, socially responsible practices by the private sector, and the need for sustainable investment in health and a public health infrastructure.

In **Mexico City, Mexico 2000**, the fifth international conference had both a technical programme and a Ministerial programme, leading to the *Mexico Ministerial Statement for the Promotion of Health: From Ideas to Action*. Both the technical programme and the Ministerial Statement focussed on the need to address the determinants of health, and to tackle inequities in health through strategies that support social mobilization and personal empowerment.

# CHARTER

adopted by the participants of the  
6<sup>th</sup> Global Conference\*  
on Health Promotion\*

## POLICY AND PARTNERSHIP FOR ACTION

addressing the  
determinants  
of health

Bangkok, Thailand, 7-11 August 2005

**© World Health Organization 2006**

All rights reserved. Publications of the World Health Organization can be obtained from WHO Press, World Health Organization, 20 Avenue Appia, 1211 Geneva 27, Switzerland (tel: +41 22 791 3264; fax: +41 22 791 4857; email: bookorders@who.int). Requests for permission to reproduce or translate WHO publications – whether for sale or for noncommercial distribution – should be addressed to WHO Press, at the above address (fax: +41 22 791 4806; email: permissions@who.int).

The designations employed and the presentation of the material in this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the World Health Organization concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. Dotted lines on maps represent approximate border lines for which there may not yet be full agreement.

The mention of specific companies or of certain manufacturers' products does not imply that they are endorsed or recommended by the World Health Organization in preference to others of a similar nature that are not mentioned. Errors and omissions excepted, the names of proprietary products are distinguished by initial capital letters.

All reasonable precautions have been taken by WHO to verify the information contained in this publication. However, the published material is being distributed without warranty of any kind, either express or implied. The responsibility for the interpretation and use of the material lies with the reader. In no event shall the World Health Organization be liable for damages arising from its use.

This publication contains the collective views of an international group of experts, participants of the 6<sup>th</sup> Global Conference on Health Promotion, Bangkok, Thailand, August 2005, and does not necessarily represent the decisions or the stated policy of the World Health Organization.

Printed by the WHO Document Production Services, Geneva, Switzerland



**This Charter Is an outcome of a conference jointly organized by:**



**Ministry of Public Health  
Thailand**



**World Health  
Organization**

## INTRODUCTION

### SCOPE

The Bangkok Charter identifies actions, commitments and pledges required to address the determinants of health in a globalized world through health promotion.

### PURPOSE

The Bangkok Charter affirms that policies and partnerships to empower communities, and to improve health and health equality, should be at the centre of global and national development.

The Bangkok Charter complements and builds upon the values, principles and action strategies of health promotion established by the *Ottawa Charter for Health Promotion* and the recommendations of the subsequent global health promotion conferences which have been confirmed by Member States through the World Health Assembly.

### AUDIENCE

The Bangkok Charter reaches out to people, groups and organizations that are critical to the achievement of health, including:

- governments and politicians at all levels
- civil society
- the private sector
- international organizations, and
- the public health community.

### HEALTH PROMOTION

The United Nations recognizes that the enjoyment of the highest attainable standard of health is one of the fundamental rights of every human being without discrimination.

Health promotion is based on this critical human right and offers a positive and inclusive concept of health as a determinant of the quality of life and encompassing mental and spiritual well-being.

Health promotion is the process of enabling people to increase control over their health and its determinants, and thereby improve their health. It is a core function of public health and contributes to the work of tackling communicable and noncommunicable diseases and other threats to health.

## ADDRESSING THE DETERMINANTS OF HEALTH

### CHANGING CONTEXT

The global context for health promotion has changed markedly since the development of the *Ottawa Charter*.

### CRITICAL FACTORS

Some of the critical factors that now influence health include:

- increasing inequalities within and between countries
- new patterns of consumption and communication
- commercialization
- global environmental change, and
- urbanization.

### FURTHER CHALLENGES

Other factors that influence health include rapid and often adverse social, economic and demographic changes that affect working conditions, learning environments, family patterns, and the culture and social fabric of communities.

Women and men are affected differently. The vulnerability of children and exclusion of marginalized, disabled and indigenous peoples have increased.

## NEW OPPORTUNITIES

Globalization opens up new opportunities for cooperation to improve health and reduce transnational health risks; these opportunities include:

- enhanced information and communications technology, and
- improved mechanisms for global governance and the sharing of experiences.

## POLICY COHERENCE

To manage the challenges of globalization, policy must be coherent across all:

- levels of governments
- United Nations bodies, and
- other organizations, including the private sector.

This coherence will strengthen compliance, transparency and accountability with international agreements and treaties that affect health.

## PROGRESS MADE

Progress has been made in placing health at the centre of development, for example through the Millennium Development Goals, but much more remains to be achieved; the active participation of civil society is crucial in this process.

## STRATEGIES FOR HEALTH PROMOTION IN A GLOBALIZED WORLD

### EFFECTIVE INTERVENTIONS

Progress towards a healthier world requires strong political action, broad participation and sustained advocacy.

Health promotion has an established repertoire of proven effective strategies which need to be fully utilized.

### REQUIRED ACTIONS

To make further advances in implementing these strategies, all sectors and settings must act to:

- **advocate** for health based on human rights and solidarity
- **invest** in sustainable policies, actions and infrastructure to address the determinants of health
- **build capacity** for policy development, leadership, health promotion practice, knowledge transfer and research, and health literacy
- **regulate and legislate** to ensure a high level of protection from harm and enable equal opportunity for health and well-being for all people
- **partner and build alliances** with public, private, nongovernmental and international organizations and civil society to create sustainable actions.

## COMMITMENTS TO HEALTH FOR ALL

### RATIONALE

The health sector has a key leadership role in the building of policies and partnerships for health promotion.

An integrated policy approach within government and international organizations, as well as a commitment to working with civil society and the private sector and across settings, are essential if progress is to be made in addressing the determinants of health.

### KEY COMMITMENTS

The four key commitments are to make the promotion of health:

1. central to the global development agenda
2. a core responsibility for all of government
3. a key focus of communities and civil society
4. a requirement for good corporate practice.

## 1. MAKE THE PROMOTION OF HEALTH CENTRAL TO THE GLOBAL DEVELOPMENT AGENDA

Strong intergovernmental agreements that increase health and collective health security are needed. Government and international bodies must act to close the health gap between rich and poor. Effective mechanisms for global governance for health are required to address all the harmful effects of:

- trade
- products
- services, and
- marketing strategies.

Health promotion must become an integral part of domestic and foreign policy and international relations, including in situations of war and conflict.

This requires actions to promote dialogue and cooperation among nation states, civil society, and the private sector. These efforts can build on the example of existing treaties such as the World Health Organization Framework Convention for Tobacco Control.

## 2. MAKE THE PROMOTION OF HEALTH A CORE RESPONSIBILITY FOR ALL OF GOVERNMENT

All governments at all levels must tackle poor health and inequalities as a matter of urgency because health is a major determinant of socioeconomic and political development. Local, regional and national governments must:

- give priority to investments in health, within and outside the health sector
- provide sustainable financing for health promotion.

To ensure this, all levels of government should make the health consequences of policies and legislation explicit, using tools such as equity-focused health impact assessment.

## 3. MAKE THE PROMOTION OF HEALTH A KEY FOCUS OF COMMUNITIES AND CIVIL SOCIETY

Communities and civil society often lead in initiating, shaping and undertaking health promotion. They need to have the rights, resources and opportunities to enable their contributions to be amplified and sustained. In less developed communities, support for capacity building is particularly important.

Well organized and empowered communities are highly effective in determining their own health, and are capable of making governments and the private sector accountable for the health consequences of their policies and practices.

Civil society needs to exercise its power in the marketplace by giving preference to the goods, services and shares of companies that exemplify corporate social responsibility.

Grass-roots community projects, civil society groups and women's organizations have demonstrated their effectiveness in health promotion, and provide models of practice for others to follow.

Health professional associations have a special contribution to make.

## 4. MAKE THE PROMOTION OF HEALTH A REQUIREMENT FOR GOOD CORPORATE PRACTICE

The corporate sector has a direct impact on the health of people and on the determinants of health through its influence on:

- local settings
- national cultures
- environments, and
- wealth distribution.

The private sector, like other employers and the informal sector, has a responsibility to ensure health and safety in the workplace, and to promote the health and well-being of their employees, their families and communities.

The private sector can also contribute to lessening wider global health impacts, such as those associated with global environmental change by complying with local, national and international regulations and agreements that promote and protect health. Ethical and responsible business practices and fair trade exemplify the type of business practice that should be supported by consumers and civil society, and by government incentives and regulations.

## A GLOBAL PLEDGE TO MAKE IT HAPPEN

### ALL FOR HEALTH

Meeting these commitments requires better application of proven strategies, as well as the use of new entry points and innovative responses.

Partnerships, alliances, networks and collaborations provide exciting and rewarding ways of bringing people and organizations together around common goals and joint actions to improve the health of populations.

Each sector – intergovernmental, government, civil society and private – has a unique role and responsibility.

### CLOSING THE IMPLEMENTATION GAP

Since the adoption of the *Ottawa Charter*, a significant number of resolutions at national and global level have been signed in support of health promotion, but these have not always been followed by action. The participants of this Bangkok Conference forcefully call on Member States of the World Health Organization to close this implementation gap and move to policies and partnerships for action.

### CALL FOR ACTION

Conference participants request the World Health Organization and its Member States, in collaboration with others, to allocate resources for health promotion, initiate plans of action and monitor performance through appropriate indicators and targets, and to report on progress at regular intervals. United Nations organizations are asked to explore the benefits of developing a Global Treaty for Health.

### WORLDWIDE PARTNERSHIP

This Bangkok Charter urges all stakeholders to join in a worldwide partnership to promote health, with both global and local engagement and action.

### COMMITMENT TO IMPROVE HEALTH

We, the participants of the 6<sup>th</sup> Global Conference on Health Promotion in Bangkok, Thailand, pledge to advance these actions and commitments to improve health.

11 August 2005